

**AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS**

**- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 18 janvier au 24 janvier 2019**

Tunisie

- *L'Union Européenne a annoncé le 23 janvier 2018 l'octroi à la Tunisie d'une aide record d'un montant total de 305 M EUR, au titre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat.*
- *Le déblocage d'un prêt saoudien le 16 janvier 2019 a rehaussé le niveau des avoirs de réserves en devises de la Tunisie, qui dépasse à nouveau le seuil de sécurité fixé par le Fonds monétaire international (FMI).*
- *L'accélération de la croissance de l'économie tunisienne devrait se poursuivre en 2019 et 2020 selon la Banque Africaine du Développement.*
- *Le chef du gouvernement, M. Youssef Chahed, a participé au Forum économique mondial de Davos du 22 au 25 janvier 2019.*
- *L'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) a approuvé le 23 janvier 2018 l'octroi d'un prêt souverain de l'Agence Française de Développement de 100 M EUR destiné à appuyer la réforme des entreprises publiques tunisiennes.*

Libye

- *Le Maréchal Haftar mène une opération militaire pour reprendre le contrôle de sites pétroliers dans le Sahara.*
- *L'Audit Bureau réaffirme la politique libyenne d'investissements à l'étranger.*

TUNISIE

- *L'Union Européenne a annoncé le 23 janvier 2018 l'octroi à la Tunisie d'une aide record d'un montant total de 305 M EUR, au titre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat.*

Dans [un communiqué](#) publié jeudi 23 janvier 2018, l'Union Européenne a annoncé l'octroi de plusieurs subventions à l'UE, se chiffrant au total à 305 M EUR, ce soit un montant record au titre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Destinée à soutenir le pays dans sa transition démocratique, l'aide octroyée se structure en plusieurs composantes. Une première sera dédiée au financement du programme « Jeunesse en action », visant à améliorer l'inclusion économique, politique et sociale des jeunes tunisiens (60 M EUR). Une deuxième appuiera la réforme de l'administration publique tunisienne et aidera les secteurs économiques clés du pays (160 M EUR). La troisième permettra d'accompagner le pays dans sa stratégie de réduction des disparités régionales (70 M EUR). La dernière financera le soutien à l'écosystème entrepreneurial tunisien, à travers le programme « EU4INNOVATION » (15 M EUR).

- *Le déblocage d'un prêt saoudien le 16 janvier 2019 a rehaussé le niveau des avoirs de réserves en devises de la Tunisie, qui dépasse à nouveau le seuil de sécurité fixé par le Fonds monétaire international (FMI).*

L'Arabie Saoudite a déblocqué le 16 janvier 2019 un prêt d'une valeur de 500 M USD (environ 1,6 Md TND) à des conditions favorables, visant à financer le budget de l'Etat. Cela est le résultat d'un accord signé entre le ministre des finances saoudien, M. Mohammed al-Jadaan, et son homologue tunisien, M. Ridha Chalghoum, lors de sa visite en Arabie Saoudite, du 12 au 14 janvier 2019. Comme annoncé dans les brèves du 29 novembre et celles du 20 décembre 2018, cela fait suite à la visite du Prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane en Tunisie, fin novembre 2018, et une visite du Chef du gouvernement M. Youssef Chahed à Riyad du 12 au 15 décembre 2018. Ce prêt a eu des effets positifs immédiats sur l'économie tunisienne, puisqu'il a dopé les réserves en devises du pays. Celles-ci atteignaient plus de 15 Mds TND mercredi 23 janvier 2019, soit 91 jours d'importations (contre 80 jours avant l'octroi du prêt). Ainsi, le niveau des avoirs de réserves dépasse le seuil de sécurité fixé par le FMI à 90 jours d'importations.

- *L'accélération de la croissance de l'économie tunisienne devrait se poursuivre en 2019 et 2020 selon la Banque Africaine du Développement.*

La Banque Africaine de Développement (BAD) a publié le 17 janvier 2019 un rapport sur les « [Les perspectives économiques en Afrique 2019](#) ». Dans ce rapport, la BAD confirme les estimations dévoilées la semaine dernière par la Banque Mondiale : la croissance réelle du PIB de la Tunisie devrait atteindre +2,6% en glissement annuel (g.a.) en 2018 (après +1,9% en 2017), portée par la bonne performance du secteur agricole (+8,7% en g.a.) et celle des services marchands (+3,2% en g.a.). Selon la BAD, cette tendance à la hausse devrait se poursuivre en 2019 et 2020 (cf. graphes ci-après). Du côté de la demande globale, les deux principaux moteurs de croissance de l'économie tunisienne sont l'investissement (+5% en 2018 en g.a.) et les exportations (+2,7% en 2018 en g.a.). Le rapport met en avant les nombreux atouts de la Tunisie pour accélérer la croissance. Outre sa proximité géographique avec l'Europe, la Tunisie

dispose « d'importantes potentialités agricoles et agroalimentaires ». De plus, le pays détient d'importants gisements de phosphate (5^{ème} producteur mondial jusqu'en 2011) et gaziers. Enfin, la Tunisie jouit « d'une importante base industrielle diversifiée (aéronautique, industrie chimique et textile) » qui nécessite toutefois une montée en gamme pour pouvoir tirer la croissance économique. La Tunisie reste néanmoins exposée à un certain nombre de défis. Si à court terme les principaux indicateurs macroéconomiques devraient évoluer positivement en 2019 et 2020 (déficit budgétaire, déficit courant, inflation), le principal défi à moyen terme réside dans « la lutte contre le chômage et la réduction des disparités régionales ». En conséquence, le président de la BAD, M. Akinwumi Adesina, a déclaré à la presse mercredi 23 janvier 2018 que la Tunisie sera à la tête des pays africains qui bénéficieront « prochainement » d'un « programme ambitieux, pour la création de près de 25 000 emplois au profit des jeunes, durant les dix prochaines années ».



- *Le chef du gouvernement, M. Youssef Chahed, a participé au Forum économique mondial de Davos du 22 au 25 janvier 2019.*

Le chef du gouvernement, M. Youssef Chahed, a participé au Forum économique mondial de Davos, du 22 au 25 janvier 2019. Il était accompagné du ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, M. Zied Ladhari, et de ses conseillers Lotfi Ben Sassi (Economie) et Tarek Ben Sassi (Diplomatie), ainsi que de l'ambassadeur de Tunisie à Berne, M. Mourad Bourehla. Dans une intervention lors d'un séminaire, M. Chahed a été convié à s'expliquer sur les difficultés économiques de la Tunisie. Selon lui, « la stabilité politique des pays du Moyen-Orient ne peut être obtenue qu'en assurant la stabilité de la région dans son ensemble », soulignant que la crise en Libye avait eu un impact négatif sur l'économie tunisienne. Il a expliqué que la concentration des efforts sur la réussite de la transition démocratique a généré des coûts d'apprentissage importants qui ont pesé sur la croissance. De plus, M. Chahed a rappelé l'exposition constante de la Tunisie aux menaces terroristes, ce qui « pour un pays touristique comme la Tunisie ne touche pas uniquement le secteur touristique mais l'économie dans son ensemble ». Pour remédier à cela, M. Chahed a insisté sur les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer le climat des affaires, concrétiser des projets de partenariat public-privé et mettre en œuvre la réforme fiscale.

- *L'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) a approuvé le 23 janvier 2018 l'octroi d'un prêt souverain de l'Agence Française de Développement de 100 M EUR destiné à appuyer la réforme des entreprises publiques tunisiennes.*

Le 23 janvier 2018, l'Assemblée des Représentants du peuple (ARP) a approuvé un accord de crédit d'un montant de 100 MEUR conclu entre le gouvernement tunisien et l'Agence Française de Développement (AFD). Versé en deux tranches égales, ce prêt souverain permettra d'appuyer le budget de l'Etat et d'entreprendre d'importantes réformes en faveur des entreprises publiques tunisiennes. Le deuxième versement sera conditionné à la mise en place des réformes et notamment à l'adoption en conseil des ministres d'une stratégie de restructuration des entreprises publiques.

LIBYE

- *Le Maréchal Haftar mène une opération militaire pour reprendre le contrôle de sites pétroliers dans le Sahara.*

Une vaste opération militaire est menée par les troupes du Maréchal Haftar dans le Sud de la Libye afin de reprendre le contrôle de sites pétroliers tenus depuis décembre 2018 par des milices armées, et notamment le « Sharara oil field ». Le Maréchal Haftar avait déjà libéré quatre ports du Croissant pétrolier de l'Est du pays. Les champs du Sahara sont les plus importants de Libye. Couplés au contrôle des ports, la quasi-totalité des infrastructures pétrolières serait ainsi contrôlée par le Maréchal Haftar.

- *L'Audit Bureau réaffirme la politique libyenne d'investissements à l'étranger.*

L'Audit Bureau a rencontré la Libyan Investment Authority (LIA) dans le but de créer un comité d'évaluation des stratégies et politiques d'investissements libyennes à l'étranger. Les deux entités ont accepté de désigner des auditeurs externes en accord avec les standards internationaux. L'Audit Bureau a particulièrement recommandé d'insuffler une vision stratégique aux investissements libyens.